

Spectaculaire redressement de l'investissement public en France

CONJONCTURE

Entre 2019 et 2022, celui-ci a progressé de 20 % dans le pays et de 41 % en moyenne dans la zone euro, d'après une étude du site Fipeco.

Nathalie Silbert

Dans un rapport publié en 2020, alors que l'épidémie de Covid-19 battait son plein, la Cour des comptes avait jugé que l'investissement public serait parmi les dépenses les plus favorables pour soutenir la croissance. Elle a été entendue, selon une étude réalisée par le site spécialisé en finances publiques Fipeco publiée jeudi.

Renforcé par la crise sanitaire, l'investissement public en France – qui comprend aussi les aides à l'investissement versées aux entreprises privées et publiques – a en effet bondi de 20 % en euros courants entre 2019 et 2022. L'année passée, il représentait 8,5 % des dépenses publiques du pays contre 8,1 % quatre ans plus tôt.

Le plan de relance déployé à partir de septembre 2020 par l'exécutif pour soutenir l'économie française, après le plongeon de l'activité lié à la pandémie, puis le plan France 2030 pour développer des filières d'avenir ont stimulé l'effort national. « L'investissement des collectivités locales a également redémarré

en 2022 après la pause liée aux élections municipales », souligne François Escalle, fondateur de Fipeco.

L'Hexagone n'a pas été le seul pays à accentuer l'effort pour doper la reprise post-Covid. « Beaucoup d'économistes jugeaient nécessaire une hausse de l'investissement public en Europe, après le recul lié aux politiques d'austérité menées dans la foulée de la crise financière de 2008-2009. Celle-ci a bien eu lieu », relève l'ancien magistrat à la Cour des comptes.

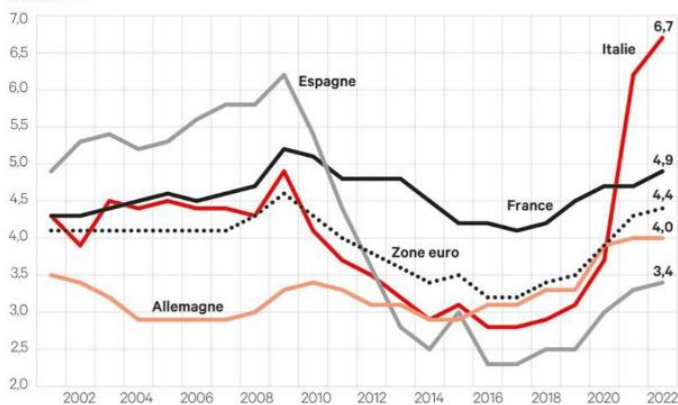
Selon la note, l'investissement public a progressé deux fois plus vite dans la zone euro qu'en France après le Covid.

La palme revient à l'Italie où il a le plus que doublé, soutenu par les aides déployées par les fonds européens.

Selon l'étude, réalisée à partir des données Eurostat, l'investissement public a même progressé deux fois plus vite dans la zone euro qu'en France (+41 %) entre 2019 et 2022, avec des hausses fortes un peu partout. En Allemagne, il a augmenté de 35 %, en Espagne, il a bondi de

L'investissement public en zone euro

En % du PIB



« LES ÉCHOS » / SOURCE : FIPECO (AVEC EUROSTAT)

43 %. La palme revient toutefois à l'Italie où il a le plus que doublé (+130 %) soutenu par les aides déployées par les fonds européens. L'effort a, en revanche, été plus modéré aux Pays-Bas (+15 %).

Contrairement à certaines idées reçues

« La France partait d'un niveau d'investissement public plus élevé que la moyenne », explique François Escalle. Rapporté au PIB, l'investis-

sement public a augmenté de 0,4 point dans l'Hexagone en quatre ans pour atteindre 4,9 % en 2022. A titre de comparaison, il ne représentait que 4 % du PIB en Allemagne l'an dernier. L'effort exceptionnel consenti par l'Italie lui permet, en revanche, de se situer en tête des pays de la zone euro avec un ratio de 6,7 %. « En moyenne, dans la zone euro, l'investissement public a nettement dépassé en 2021 et 2022 son niveau d'avant la crise de 2008-2009

en pourcentage du PIB », souligne par ailleurs Fipeco.

Selon la note, et contrairement à certaines idées reçues, la France investit davantage que la moyenne dans plusieurs domaines : le logement et les équipements collectifs qui lui sont associés, l'enseignement, l'environnement. Le surcroît d'investissements réalisés ces dernières années s'est réparti sur de nombreux postes sans qu'aucun n'en profite plus particulièrement. ■